



NOUS EXIGEONS DES MESURES D'URGENTES POUR LE DROIT AU TRAVAIL DES JEUNES !

Les conséquences de la crise économique sur nos vies se font chaque jour un peu plus sentir et viennent aggraver une situation déjà dégradé.

Depuis plus de trente ans les politiques en direction de l'emploi des jeunes ne font que renforcer la précarité.

Les petits boulots, l'intérim, les contrats bidons, les TUC, CES, les contrats d'avenir, les contrats jeunes, d'autonomie, de professionnalisation ou encore les contrats nouvelle embauche : voilà autant de mesures qui ont mis en l'air la stabilité de l'emploi et la sécurité de nos vies. Elles ont modelé en profondeur une jeunesse qui se retrouve en 2009 complètement désorientée. Des générations d'exploités font qu'un million d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté, ici, en France.

Cette précarité extrême fait de nous, les jeunes, les premières victimes de la crise, la première génération à vivre plus mal que celle de ses parents.

Le taux de chômage des 18-25 ans atteint 23,9 %, en hausse de 28% sur un an. 62% des jeunes diplômés en 2008 n'ont toujours pas trouvé de travail au bout d'un an.

250 000 jeunes de plus pourraient se retrouver au chômage d'ici fin 2010, un jeune traverse un SAS de précarité de 11 ans en moyenne avant d'accéder à un emploi stable et correctement rémunéré!

Au delà des chiffres, les conséquences concrètes dans la vie d'un jeune, c'est aucun revenu pour se soigner, se déplacer pour chercher un travail, pour se loger, pour vivre et construire sa vie tout simplement...c'est transformer ce qui devrait être l'une des plus belle période de la vie en un parcours du combattant.

La droite veut se saisir de la crise pour continuer à faire des jeunes une armée de précaire au service de la loi du marché avec des statuts d'exceptions financés à coups d'allègement de cotisations sociales.

Nous n'en pouvons plus de la précarité, nous ne voulons plus de placebos à l'emploi stable et sécurisé, nous ne paierons pas leur crise!

C'est pourquoi nous réclamons la mise en place d'un plan d'urgence réfléchi et construit par tous, une véritable politique de l'emploi, s'accompagnant d'une sécurité du parcours professionnel et d'un revenu décent pour tous !



